

Discrimination

# La Cgt manifeste pour l'égalité

vendredi 11 janvier 2013

La CGT intervient depuis longtemps sur les questions liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Le projet de loi portant sur l'ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe est l'occasion de marquer notre engagement pour gagner l'égalité pour les Lesbiennes, Gays, Bi et Trans (LGBT). Gagner l'égalité et le mariage pour tous, c'est aussi obtenir des droits dans l'entreprise et pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi.

La participation de la CGT à la lutte contre les discriminations, pour l'égalité maintenant et plus particulièrement dans la période à propos du projet de loi sur le mariage pour tous et toutes, n'est ni un effet de mode ni un supplément d'âme à donner le change. D'ailleurs nous revendiquons au travers de nos repères revendicatifs « l'égalité d'accès aux droits et le droit effectif à la non discrimination.

Le mariage permettra l'égalité de droit pour les couples de même sexe, ainsi les salariés gays et lesbiennes pourront par le mariage obtenir la pension de réversion, les congés pour événement familiaux, etc.

Aujourd'hui le PACS et le mariage donnent des droits différents, en particulier en termes de succession et de filiation. Un PACS « amélioré » qui ne serait ouvert qu'aux couples de même sexe n'aurait pas de sens. De même que le PACS est ouvert à tous les couples, hétérosexuels et homosexuels, nous réclamons l'accès au mariage pour tous les couples, et non pas une loi spécifique pour les couples de même sexe. Tous les couples doivent avoir le choix de se pacser, de se marier ou de vivre en concubinage selon leur projet de vie.

Enfin, le mariage pour tous, n'ouvrira pas des droits en plus mais affirmera une égalité des droits pour tous les citoyens quel que soit leur orientation sexuelle.

Le combat pour l'égalité fait avancer les droits pour tou-te-s. C'est par l'engagement de chacune et chacun que nous le gagnerons.

La CGT dit Oui aux avancées de société qui font gagner des droits dans l'entreprise.

Elle appelle donc les salariés à participer aux manifestations qui se dérouleront partout en France, le 19 janvier dans de nombreuses villes de province et le 27 janvier à Paris.

Montreuil, le 11 janvier 2013